

## Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel

### 3ème Assemblée Générale de l'Alliance Sahel :

Intervention de SEM Maman Sambo Sidikou,

Haut représentant du Président de l'UA pour le Mali et le Sahel

**Session consacrée aux « Évolutions et adaptation au contexte d'intervention »**

**Objectif/résultats de la Session :**

**Poursuite des efforts dans les zones les plus fragiles ; amplification de l'action collective dans les zones de prévention**

**Thème de l'intervention : Les transitions politiques au Sahel**

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais avant d'aborder le sujet, objet de mon intervention, adresser mes vifs remerciements à l'Alliance Sahel, la présidence de l'AG et du Comité de pilotage, ainsi que l'Unité de coordination pour l'invitation qui m'a été adressée pour prendre part à ces échanges.

La situation actuelle au Sahel appelle à une évaluation sans complaisance de l'ensemble des actions qui y sont menées depuis la décennie écoulée avec pour objectif de mettre fin à la crise multiforme, et particulièrement sur le plan sécuritaire. Plusieurs rencontres récentes ont permis d'aborder la question et d'interroger nos responsabilités respectives.

Le plus important n'est peut-être pas dans la mesure des efforts, parce qu'ayant été témoin de plusieurs engagements depuis quelques années au Sahel, j'ai pu constater la détermination des différents acteurs.

C'est pourquoi avant de poursuivre, je voudrais saluer les résultats engrangés dans le cadre de l'Alliance Sahel par la prise d'initiatives nouvelles avec notamment l'Approche territoriale intégrée, l'impulsion donnée aux actions de ses membres, les efforts de coordination et de synergie, et le maintien de l'attention sur le Sahel malgré un contexte international fortement perturbé par plusieurs autres crises.

Ceci étant dit, et pour revenir à l'évolution actuelle dans la région, force est de constater que la situation au Sahel demeure des plus préoccupantes sur de multiples plans. La lutte contre le terrorisme et les trafics divers sont plus que jamais d'actualité et l'expansion de l'insécurité vers les pays côtiers est désormais une réalité, malheureusement. Les défis en matière de développement s'intensifient et le sursaut civil auxquels ont appelé les Chefs d'Etat lors des réunions de février 2021 à N'Djamena reste à matérialiser.

Fait nouveau : L'ordre constitutionnel est perturbé dans plusieurs Etats. Précision liminaire : on a parfois tendance à confondre « transition politique » et « retour des civils au pouvoir ».

Il me semble primordial de distinguer deux phénomènes, dont la durée et les implications diffèrent. En effet, les sociétés sahéliennes connaissent une profonde transition politique qui reconfigure les espaces, les pratiques et les ambitions politiques de leurs citoyens. En une génération, nos pays ont tourné le dos aux régimes autoritaires à parti unique où, par exemple, l'essentiel du paysage médiatique était occupé par les médias publics ou, mieux dit, d'Etat.

Pour avoir travaillé dans l'un d'entre eux durant les années 1970 et pour avoir exercé des responsabilités publiques durant les années 1990, je sais à quel point la parole s'est libérée depuis. Mais, il faut nettement plus pour qu'une société puisse disposer des outils institutionnels, politiques et économiques pour se frayer un chemin sûr vers la stabilité.

Nous avons, parfois, cédé au fétichisme de l'adoption de textes dont l'esprit échappe souvent aux aspirations des citoyens. Le crédit qui leur est porté souffre de leur déconnection avec la langue et certaines pratiques du « pays réel ». Il est sérieusement entamé quand la modification d'une constitution ou les modalités d'organisation d'un scrutin effectuent un tri qui ne dit pas son nom.

De fait, très rares sont les citoyens qui pourraient renoncer, aujourd'hui, à la liberté d'expression et d'association. Nombreux sont ceux qui s'interrogent toutefois sur le fonctionnement et le caractère efficient de régimes dit « démocratiques » qui apparaissent onéreux et ne parviennent que peu à répondre aux attentes politiques, économiques et sociales des électeurs.

Nous vivons donc une période de désenchantement alors que certains pays connaissent une crise sécuritaire sans précédent. Aussi, le retour à la paix civile et l'importance d'un leadership efficace n'ont jamais été si pressants. C'est une donne avec laquelle il nous faut compter. Sans jugement de valeur ni préjugés.

Ceci étant dit, il ne s'agit nullement d'encourager les régimes d'exception, qui ne doivent clairement pas s'éterniser. Il y va de la stabilisation du cadre constitutionnel et étatique, ainsi que d'une saine division du travail entre les composantes de la Nation.

Aussi, comment devrions-nous nous y prendre afin d'éviter des prises de position sans lendemain ?

Efforçons-nous, d'abord, à davantage écouter et à discerner l'essentiel de l'anecdotique. Une transition politique est avant tout menée par des acteurs politiques nationaux. Celle ou celui qui connaît par exemple, l'histoire politique de l'Espagne aux XIX et XXe siècles, sait à quel point il a fallu du temps – et beaucoup de sang – pour aboutir à une relative stabilité.

Mais, les débats parfois tranchés n'ont cependant pas disparu, tout comme les revendications d'autonomie ou d'indépendance.

Comment fait-on, au Sahel, pour accompagner le retour à l'ordre constitutionnel ? On apprend également à mieux percevoir les « non-dits », à ressentir les émotions, qui éclipsent parfois les accords formels, les communiqués de presse ou les initiatives ad hoc.

Des soldats meurent, des civils disparaissent, une attaque particulièrement sanglante a lieu et le temps du deuil dicte une pause. Tous les schémas et les négociations s'interrompent alors...On vous demande des comptes et vous ne pouvez rien dire. Il faut expliquer la situation à vos mandants, donner des gages d'empathie à ceux qui vous accueillent et attendre, ...patiemment.

Soyons-en convaincus, les élections finiront par se tenir, n'en doutons point. L'enjeu est qu'elles donnent un mandat clair à ceux qui les gagneront dans un processus crédible et le plus consensuel possible.

On apprend, enfin, à penser en termes d'économie et notamment d'affectation pertinente des ressources nationales. La démocratie, quand elle est comprise uniquement sous l'optique de la tenue d'élections, n'est nullement une garantie d'administration efficace au service des citoyens.

Rappelons-nous que l'ennemi le plus redoutable auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est sans conteste la pauvreté. Une démocratisation qui ne parvient pas à améliorer la vie des citoyens et répondre à leurs attentes minimales est d'un intérêt réduit pour la majeure partie d'entre eux. Et dans ce domaine, nous n'aurons pas le luxe de pouvoir exhorter à la patience des compatriotes confrontés aux défis du climat, du sous-emploi et d'un environnement sécuritaire si précaire.

C'est à ce travail qu'il faut s'atteler, pour dessiner un nouvel horizon politique reposant sur un modèle de société s'incarnant par des progrès concrets, à tous les niveaux. J'ai bon espoir qu'avec tous nos efforts conjugués, nous y parviendrons.

Merci pour votre attention.